

CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE ET D'ENCADREMENT POUR UN DOCTORANT

Sommaire

ARTICLE 1 – DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 – OBJET	7
ARTICLE 3 – ENCADREMENT ET SUIVI DE L'ETUDE	7
ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT	10
ARTICLE 5 – RESPONSABILITE	11
ARTICLE 6 – ASSURANCE	12
ARTICLE 7 – SOUS TRAITANCE ET FOURNISSEURS.....	12
ARTICLE 8 – PROPRIETE DES CONNAISSANCES PROPRES, CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES ET DES RESULTATS AUTRES QUE LOGICIELS	13
ARTICLE 9 – UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS AUTRES QUE LOGICIELS	14
ARTICLE 10 – PROPRIETE, UTILISATION ET EXPLOITATION DES LOGICIELS	18
ARTICLE 11 – DROITS D'AUTEURS	22
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS/COMMUNICATIONS	23
ARTICLE 13 – DUREE.....	26
ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE	26
ARTICLE 15 – INTEGRALITE DE L'ACCORD	26
ARTICLE 16 – INVALIDITE D'UNE CLAUSE	27
ARTICLE 17 – USAGE DU NOM OU DE LA MARQUE.....	27
ARTICLE 18 – LANGUE.....	27
ARTICLE 19 – RESOLUTION	27
ARTICLE 20 – LOI APPLICABLE, LITIGES	28
ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE.....	28
ARTICLE 22 - ANNEXES	28

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'Université Lumière Lyon 2, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Ayant pour numéro SIRET 19691775100014 et pour numéro NAF : 8542Z,
Dont le siège est sis 18 quai Claude Bernard - 69007 LYON,
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée par l'« **UNIVERSITE** »,

Agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire d'Étude des Mécanismes Cognitifs (EMC)
de l'UNIVERSITE de Lyon, et dirigé par Monsieur Bernard Lété,

Ci-après désigné le « **LABORATOIRE** »

L'UNIVERSITE et le LABORATOIRE sont ensemble désignés ci-après les « **ETABLISSEMENTS** »,

D'une part

ET

Institut VEDECOM

Fondation partenariale,
Ayant pour numéro SIRET 52497985300024 et pour numéro NAF : 7219Z,
Dont le siège social est situé 77 rue des Chantiers – 78000 VERSAILLES,
Représentée par Monsieur Philippe WATTEAU, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après désignée par l'« **INSTITUT** » ou « **VEDECOM** »

D'autre part

Les ETABLISSEMENTS et l'INSTITUT sont ci-après conjointement désignés par « **PARTIES** » et individuellement par « **PARTIE** ».

Les termes employés au singulier s'entendent aussi au pluriel et vice versa, selon le contexte.

PREAMBULE

(Ci-après dénommé « **Préambule** »)

VEDECOM est un Institut de recherche sélectionné en tant qu'Institut de Transition Énergétique par l'État au titre de son programme des investissements d'avenir. Son champ d'intervention est la mobilité durable, le véhicule communicant et sa mobilité.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une feuille de route définie contractuellement avec l'Agence nationale de la recherche, VEDECOM est amené à recruter des chercheurs effectuant une Thèse de doctorat dans les domaines relevant de ses centres d'intérêt.

Ces chercheurs-doctorants sont embauchés par VEDECOM dans le cadre d'un contrat de formation par la recherche d'une durée maximale de 36 mois.

Ils sont par ailleurs encadrés sur le plan scientifique par un Directeur de thèse rattaché au LABORATOIRE et appartenant à l'UNIVERSITE intervenant dans un des domaines d'élection de VEDECOM.

Dans ce cadre, VEDECOM a embauché pour la réalisation d'une thèse (ci-après « **ETUDE** ») **Monsieur Jean – Baptiste MANCHON** (ci-après désigné le « **Doctorant** »), pour une durée de **trois (3) ans à compter du 1^{er} octobre 2018**.

Afin d'encadrer ce projet de Thèse, VEDECOM souhaite organiser une collaboration de recherche avec les ETABLISSEMENTS.

VEDECOM demande aux ETABLISSEMENTS, qui acceptent, d'accueillir le Doctorant au sein du LABORATOIRE et de mettre à sa disposition les moyens scientifiques et techniques nécessaires à la préparation de sa thèse dans les conditions du CONTRAT.

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

- **AFFILIEE** : par AFFILIEE, on entend toute personne morale, présente ou à venir, qui est contrôlée directement ou indirectement par une PARTIE, c'est-à-dire lorsque cette PARTIE :

- détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital social de cette personne morale ou,
- détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

Les AFFILIEES des PARTIES sont précisées dans l'Annexe 5. Les PARTIES peuvent actualiser cette Annexe en supprimant ou en ajoutant des AFFILIEES.

- **BREVET(S) NOUVEAU(X)** : toute demande de brevet et brevets issus en tout ou partie de ces demandes, tous les droits en résultant, et notamment les reissues, les re-examinations et les extensions y afférentes, issus des RESULTATS tels que définis ci-après.

- **CASH LIBERATOIRE** : contrepartie financière versée par la PARTIE exploitante à la PARTIE non exploitante égale à cent-dix pourcents (110 %) du coût complet de l'ETUDE qui est supporté par la PARTIE non exploitante, indiqué en Annexe 2 du CONTRAT.

- **CONTRAT** : le présent contrat de collaboration de recherche.

- **CONNAISSANCES PROPRES** : toutes les informations, données et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou financières et/ou tout autre type d'informations de toute nature et quelque qu'en soit la forme, le support et le moyen de stockage, notamment le SAVOIR-FAIRE, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, les programmes et LOGICIELS, les dossiers, les plans, les études, les expérimentations, les schémas, les dessins et représentations graphiques, les formules, protégeables ou non par un titre de propriété intellectuelle (brevets...) et/ou protégés ou non par un tel titre, ainsi que tous les

droits y afférents, appartenant à une PARTIE ou détenues par elle avant la date d'entrée en vigueur du CONTRAT et/ou développées ou acquises par elle indépendamment de l'exécution du CONTRAT.

Les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES, nécessaires à l'exécution du CONTRAT à la date d'entrée en vigueur du CONTRAT sont précisées à l'Annexe 3 du CONTRAT.

- **CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES**: toutes les informations, données et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou financière et/ou tout autre type d'informations de toute nature et quelque qu'en soit la forme, le support et le moyen de stockage, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, les programmes et LOGICIELS, les dossiers, les plans, les études, les expérimentations, les schémas, les dessins et représentations graphiques, les formules, protégées ou non par un titre de propriété intellectuelle (brevets...) et/ou protégeables ou non par un tel titre, ainsi que tous les droits y afférents ; développées et/ou générées par une PARTIE seule, avec sa seule CONTRIBUTION dans le cadre de ce CONTRAT.

- **CONTRIBUTION** : apport de quelque nature que ce soit (telle que intellectuelle, matérielle, financière...) réalisé par chaque PARTIE dans le cadre du CONTRAT.

- **DOSSIER TECHNIQUE SECRET** : ensemble de RESULTATS concrets, substantiels, originaux, formalisés, non accessibles librement au public et susceptibles de conférer un avantage concurrentiel.

- **ETUDE**: sujet, intitulé et objet des travaux de recherches et sujet, intitulé et objet de la Thèse réalisée par le/la Doctorant(e) dans le cadre du CONTRAT détaillées en Annexe 1.

- **INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ou INFORMATIONS** :

- toute CONNAISSANCE PROPRE ou toute CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE divulguée par une PARTIE à une ou plusieurs autres PARTIES à l'occasion de l'exécution du CONTRAT, et sans qu'il soit besoin pour la Partie qui émet les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES d'indiquer expressément la nature confidentielle de ces INFORMATIONS. Toute CONNAISSANCE PROPRE ou tout CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE est une INFORMATION CONFIDENTIELLE pendant toute la durée du CONTRAT et pendant les cinq (5) années suivant son terme ou sa résolution, pour quelle que cause que ce soit.

- tout RESULTAT dont les PARTIES ont connaissance à l'occasion de l'exécution du CONTRAT sans qu'il soit besoin pour la Partie qui émet les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES d'indiquer expressément la nature confidentielle de ces INFORMATIONS. Tout RESULTAT est une INFORMATION CONFIDENTIELLE pendant toute la durée du CONTRAT et six (6) mois suivant son terme ou sa résolution, pour quelle que cause que ce soit. Toutefois, afin de permettre aux ETABLISSEMENTS de remplir leur mission de diffusion des RESULTATS, le CONTRAT prévoit des exceptions à leur confidentialité, notamment en matière de publication et communication de ces RESULTATS et d'utilisation de ces RESULTATS à des fins de recherche.

Dans le cas où les PARTIES estimerait nécessaire de prolonger la confidentialité des RESULTATS en tout ou partie alors cette prolongation sera établie conformément aux dispositions des articles 3.6.2 et 8.2.3 (établissement d'un DOSSIER TECHNIQUE SECRET).

Il est entendu entre les PARTIES que la confidentialité sur les RESULTATS vise à protéger le potentiel de valorisation du patrimoine commun généré par les PARTIES.

Toutefois, les dispositions de l'article 12.2 garantissent aux ETABLISSEMENTS la capacité d'assurer leur mission de diffusion à des fins de recherche et d'enseignement.

- **LOGICIEL** : ensemble d'éléments protégeable par le droit d'auteur du programme d'ordinateur, notamment code source, code objet (appelée aussi code « exécutable ») et la documentation technique y afférente. Ceci inclut la notion de « brique de LOGICIEL ».

- **LOGICIEL DE BASE** : LOGICIEL appartenant à une PARTIE avant l'entrée en vigueur du CONTRAT.
 - **LOGICIEL DERIVE** : LOGICIEL réalisé à partir d'un LOGICIEL DE BASE dans le cadre du CONTRAT.
On distingue deux catégories de LOGICIELS DERIVES : les ADAPTATIONS et les EXTENSIONS.
 - **ADAPTATION** : LOGICIEL DERIVE utilisant les mêmes algorithmes que le LOGICIEL DE BASE dont il dérive et / ou réécrit dans un autre langage.
 - **EXTENSION** : LOGICIEL DERIVE permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au LOGICIEL DE BASE dont il dérive.
 - **LOGICIEL COMMUN** : LOGICIEL créé ex nihilo dans le cadre et/ou à l'occasion du CONTRAT et développé et/ou généré par plusieurs PARTIES (notamment via leurs intervenants physiques tel que le Directeur de thèse ou le Chef de projet de Thèse) dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de déterminer ou de séparer la CONTRIBUTION de chacune des PARTIES concernées, ou bien que ce LOGICIEL forme un tout indivisible de telle sorte qu'il est impossible de réaliser un démembrement de ce dernier.
 - **MANDATAIRE** : PARTIE ou TIERS désigné par les ETABLISSEMENTS ayant pour rôle la gestion et le suivi du ou des brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle qui seront déposés et qui sont afférent(s) à ce RESULTAT.
- Les règles et les modalités relatives au rôle du MANDATAIRE sont décrites à l'Annexe 4 du CONTRAT et sont pleinement acceptées par les PARTIES.
- **MEMBRE de l'INSTITUT** : entité présente ou future ayant le statut de « Membre » au sein de l'INSTITUT conformément à ses dispositions statutaires.
 - **ŒUVRE** : CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE ou RESULTAT protégeable par le droit d'auteur, à l'exclusion des LOGICIELS.
 - **RESULTATS**: toutes les informations, données et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations de toute nature et quelque qu'en soit la forme, le support et le moyen de stockage, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les prototypes, les données, les bases de données, les programmes et LOGICIELS, les dossiers, les plans, les études, les expérimentations, les schémas, les dessins et représentations graphiques, les formules, protégées ou non par un titre de propriété intellectuelle (brevets...) et/ou protégeables ou non par un tel titre, ainsi que tous les droits y afférents ; développées et/ou générées conjointement par les PARTIES dans le cadre du CONTRAT.
 - **SAVOIR-FAIRE** : désigne l'ensemble d'informations pratiques non protégées ou non protégeables, résultant de l'expérience qui est :
 - Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou accessible au public,
 - Substantiel c'est-à-dire important et utile pour la production, la conception, la mise en œuvre ou l'exploitation des produits ou procédés,
 - Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier s'il remplit les conditions de secret et de substantialité.
 - **SUPER-EXPLOITATION** : Exploitation directe ou indirecte d'un RESULTAT générant à lui seul pour la PARTIE exploitante un montant de revenus annuels nets dépassant :
 - Dix (10) fois les revenus initialement prévus par rapport au modèle économique initialement envisagé par les PARTIES dans le règlement de copropriété, ou
 - à défaut de modèle économique prévu, quarante (40) fois le montant du CASH LIBERATOIRE.
 - **TIERS** : désigne toute personne autre que les PARTIES et leurs AFFILIEES.

ARTICLE 2 – OBJET

Le CONTRAT a pour objet de définir :

- les modalités de la collaboration entre les PARTIES ainsi que de l'encadrement scientifique conjoint du travail de recherche du Doctorant au sein du LABORATOIRE ainsi qu'au sein de VEDECOM pour réaliser une ETUDE intitulée :

« **Analyse et évolution de la confiance et la sécurité perçue dans la conduite autonome** » et dont le descriptif est joint en Annexe 1,

- les droits et les obligations des PARTIES pendant la durée du CONTRAT et sur les RESULTATS et CONNAISSANCES PROPRES ;

- les modalités financières de la collaboration entre les PARTIES,

- fixer les règles de propriété, d'utilisation et d'exploitation des CONNAISSANCES PROPRES, et des RESULTATS,

- déterminer la gestion et le suivi des RESULTATS,

- déterminer les droits de propriété intellectuelle de chacune des PARTIES.

ARTICLE 3 – ENCADREMENT ET SUIVI DE L'ETUDE

3.1 Inscription doctorale

Le CONTRAT est conclu sous la condition suspensive que le Doctorant soit inscrit en école doctorale.

L'inscription doctorale du Doctorant est prise par le Directeur de Thèse au sein de l'Ecole Doctorale Neurosciences et Cognition (ED 476 – NSCo).

3.2 Définition du sujet de l'ETUDE

Le travail de recherche et le sujet de l'ETUDE confiés au Doctorant sont définis d'un commun accord entre l'INSTITUT et les ETABLISSEMENTS.

3.3 Lieu de réalisation de l'ETUDE

Dans le cadre du CONTRAT, les recherches et travaux seront effectuées indifféremment au sein du LABORATOIRE ou au siège de l'INSTITUT.

Pour la bonne exécution du travail de recherche qui lui est confié, le Doctorant passera :

- 90 % de son temps de travail dans le laboratoire et les locaux de l'INSTITUT et,
- 10 % de son temps de travail au LABORATOIRE (notamment pour les réunions mensuelles de suivi de l'avancement de l'ETUDE).

3.4 Encadrement de l'ETUDE et du Doctorant

Les travaux de recherche effectués par le Doctorant dans le cadre de l'accomplissement de l'ETUDE sont encadrés et placés sous la responsabilité scientifique de :

- Monsieur Jordan NAVARRO, Directeur de Thèse rattaché au LABORATOIRE, ci-après dénommé(e)
« **Directeur de Thèse** »,

- Madame Mercedes BUENO-GARCIA, représentante de VEDECOM ci-après dénommée le « **Chef de projet de Thèse** ».

3.5 Accès aux moyens et CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES par le Doctorant

Les PARTIES s'engagent à fournir au Doctorant toutes les facilités pour préparer l'ETUDE dans leurs locaux.

Les PARTIES s'engagent à assurer, en relation avec le Directeur de thèse, l'encadrement scientifique, technique et méthodologique du Doctorant et à lui faciliter l'accès à leurs CONNAISSANCES PROPRES et aux installations et équipements qui seraient utiles au bon déroulement de son travail de recherche (accès à internet et le cas échéant aux archives nécessaires uniquement à la réalisation de l'ETUDE afin de faciliter les recherches).

3.6 Comité de suivi

Des réunions de travail entre les PARTIES ont lieu tous les trimestres ou de manière ponctuelle à la demande expresse d'une ou plusieurs des PARTIES.

Le Comité de suivi rassemble les représentants de chaque PARTIE. Chaque PARTIE a au moins un représentant qui assiste à ce Comité.

Il est convenu entre les PARTIES que le Comité de suivi réunit « *a minima* » :

- Pour l'INSTITUT :
 - le Chef de projet de Thèse, et,
 - le Directeur Scientifique de l'INSTITUT, s'il souhaite y assister.

Le Directeur Scientifique de l'INSTITUT lorsqu'il assiste au Comité de suivi a systématiquement une voix délibérative. Dans ce cas, le Chef de projet de thèse aura une voix délibérative si la parité peut être respectée. À défaut, il aura voix consultative.

- Pour les ETABLISSEMENTS :
 - le Directeur de Thèse ou un représentant du LABORATOIRE ou de l'UNIVERSITE,
 - un autre représentant du LABORATOIRE ou de l'UNIVERSITE s'il souhaite y assister.

Le Directeur de Thèse ou le représentant du LABORATOIRE ou de l'UNIVERSITE a systématiquement une voix délibérative.

Dans ce cas, le second représentant du LABORATOIRE ou de l'UNIVERSITE aura une voix délibérative si la parité peut être respectée. À défaut, il aura voix consultative.

Le Comité devra en tout état de cause être composé paritairement de représentants présents ou représentés de l'INSTITUT et des ETABLISSEMENTS. Chacun de ces représentants à parité des PARTIES dispose d'une voix délibérative.

Ces représentants peuvent en cas d'impossibilité d'assister au Comité, se faire représenter par une personne issue de leur entité (de l'INSTITUT ou des ETABLISSEMENTS). Cette personne est choisie de manière discrétionnaire par la Partie qui souhaite se faire représenter. Toutefois, la Partie concernée devra veiller à ce que la personne qu'elle entend désigner comme représentant temporaire ait connaissance du contexte de l'ETUDE, de l'avancée des travaux du Doctorant et soit en mesure de prendre des décisions lors du Comité visé.

Par ailleurs, les représentants des PARTIES peuvent, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement l'autre PARTIE et que ledit spécialiste signe un accord de confidentialité reprenant les obligations de confidentialité visées à l'article 9 ci-après. Les spécialistes susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

Toutes les décisions proposées à l'occasion de ces réunions du Comité de Suivi doivent être adoptées à l'unanimité des représentants présents ou représentés.

Chaque fois que l'unanimité n'est pas atteinte, une réunion a lieu dans un délai d'un (1) mois et réexamine le(s) point(s) de désaccord(s).

Dans cette hypothèse, les décisions sont prises à la majorité des trois quarts (3/4) des représentants présents ou représentés s'ils sont tous présents (4 personnes présentes) ou deux tiers (2/3) des représentants présents ou représentés s'ils sont que deux, représentants chacune des PARTIES. Chaque PARTIE dispose cependant d'un droit de veto dans l'hypothèse où la décision aurait pour conséquence d'augmenter sa participation financière à l'ETUDE.

Les réunions ne peuvent valablement avoir lieu que si au moins les trois quart (3/4) de ses membres sont présents ou dûment représentés (quorum). Chaque fois que le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est prévue dans un délai d'un (1) mois.

Les réunions font l'objet de comptes rendus qui sont transmis à chacune des PARTIES dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les PARTIES si, dans les huit (8) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit.

Par ailleurs le Directeur de thèse de l'ETUDE adresse au Chef de projet de Thèse de l'INSTITUT:

- des rapports intermédiaires rédigés par le Doctorant et validés au préalable par le Directeur de thèse aux échéances suivantes :
 - au 1^{er} octobre 2019,
 - au 1^{er} octobre 2020,
- et un rapport final de synthèse dans les trois (3) mois qui précèdent l'expiration ou la résolution anticipée du CONTRAT

3.6.2 Missions du Comité de suivi

Les réunions du Comité de suivi ont pour but de suivre l'exécution du CONTRAT, notamment en ce qui concerne les échéances prévues à l'Annexe 1 et anticipent et résolvent les problèmes qui peuvent survenir à l'occasion du déroulement de l'ETUDE.

Le Comité de suivi est informé de l'ensemble des RESULTATS obtenus dans le cadre du déroulement de l'ETUDE et a notamment les missions suivantes :

i) Mission de validation du statut de CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE

Dans l'hypothèse où, dans le cadre de l'exécution du CONTRAT, une PARTIE aurait obtenu seule et sans aucune CONTRIBUTION de la part des autres PARTIES, des résultats qu'elle estime qualifiables de CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES, elle a obligation d'en informer le Comité de suivi.

Si le statut de CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE est accepté par le Comité de suivi, cette décision sera soumise aux responsables de la valorisation des PARTIES pour validation.

Les CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES ainsi désignées seront réputées soumises au régime prévu à l'égard des CONNAISSANCES PROPRES pour l'exécution du CONTRAT.

Si aucun accord sur le statut des résultats n'est trouvé dans un délai de deux (2) mois à compter de l'information du Comité de suivi, les résultats litigieux seront réputés avoir été obtenus conjointement et seront considérés comme des RESULTATS pour l'exécution du CONTRAT.

ii) Mission de validation des actualisations de la liste des CONNAISSANCES PROPRES (Annexe 3)

Dans l'hypothèse où une PARTIE souhaiterait mettre à jour la liste des CONNAISSANCES PROPRES (Annexe 3), elle en informera le Comité de Suivi qui validera ladite mise à jour. Cette validation sera formalisée dans le compte –rendu établi à l'issue dudit Comité.

iii) Mission de détermination du contenu d'un DOSSIER TECHNIQUE SECRET afférent à des RESULTATS

Si les PARTIES estiment à la fin du CONTRAT ou dans les six (6) mois après le terme ou la résolution de celui-ci, qu'il est nécessaire que ces RESULTATS, brevetables ou non, fassent l'objet d'un DOSSIER TECHNIQUE SECRET, alors elles en informeront le Comité de Suivi. Le Comité de suivi déterminera, conformément à l'article 8.2.3 du CONTRAT:

- la part des RESULTATS qui constitue ledit DOSSIER TECHNIQUE SECRET et la durée de la confidentialité s'y appliquant ;
- la part des RESULTATS qui ne relève pas du DOSSIER TECHNIQUE SECRET et qui, sous réserve d'un report éventuel convenu entre les PARTIES en application de l'article 12.2.1, peut faire l'objet d'une publication ou d'une communication écrite ou orale dans le respect des stipulations de l'article 12.2.

Cette décision fera l'objet d'une validation par les responsables de la valorisation des PARTIES.

Sous réserve du respect des dispositions de l'article 8 du CONTRAT, les RESULTATS faisant l'objet d'un tel DOSSIER TECHNIQUE SECRET seront considérés comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES pour la durée de confidentialité indiquée dans ce DOSSIER.

À la fin de la durée de confidentialité prévue du DOSSIER TECHNIQUE SECRET, et notamment si la PARTIE l'estime nécessaire pour la protection de ses intérêts industriels et commerciaux, et après discussion avec les autres PARTIES copropriétaires, il pourra être décidé en Comité de suivi de proroger la confidentialité par avenant au règlement de copropriété établi selon les modalités de l'article 8.2.3.

Les dispositions prévues à l'article 3.6.2 iii) survivront pendant les six (6) mois au terme ou à la résolution du CONTRAT, et seront prorogées autant que le nécessitera le maintien des DOSSIERS TECHNIQUES SECRETS éventuellement constitués.

3.7 Information relative aux sujets de thèse similaires

Pendant toute la durée de la présente collaboration et sous réserve des droits des TIERS et des engagements de confidentialité de chacune des PARTIES vis-à-vis de TIERS, le LABORATOIRE s'engage à faire ses meilleurs efforts afin d'informer l'INSTITUT de toute collaboration avec un TIERS sur un sujet de thèse identique ou similaire aux travaux de l'ETUDE objet du CONTRAT au sein de LABORATOIRE.

Les PARTIES conviennent que cette clause est nécessaire au respect du principe de bonne collaboration entre les PARTIES.

Les PARTIES conviendront alors, si cela s'avère nécessaire, des dispositions à prendre pour éviter et/ou gérer des risques concurrentiels et de confidentialité.

ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT

L'INSTITUT prend directement à sa charge :

- les salaires et charges sociales du Doctorant;